

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/LIC/M/9**

3 septembre 1999

(99-3681)

## Comité des licences d'importation

### COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 29 AVRIL 1999

Présidente: Mme Marie Gosset (Côte d'Ivoire)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa neuvième réunion le 29 avril 1999. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/1070, a été adopté.

#### Page

1.	Notifications	
i)	Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) (publications et/ou législation).....	1
ii)	Notifications au titre de l'article 7:3 (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation).....	2
iii)	Notifications au titre de l'article 5 (établissement de procédures de licences d'importation ou modifications de ces procédures).....	2
2.	Autres questions.....	2
i)	Procédures de licences d'importation du Brésil .....	2
ii)	Facilitation des échanges .....	4
iii)	Date de la prochaine réunion .....	4
3.	Élection du bureau .....	4

#### 1. Notifications

##### i) Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) (publications et/ou législation)

1.1 La Présidente a dit que, depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait reçu des notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) des Membres suivants: Communautés européennes, Indonésie, Islande, Panama, République tchèque, Roumanie, Singapour, Trinité-et-Tobago et Tunisie. En outre, la notification reçue du Zimbabwe avant la réunion précédente était également soumise au Comité pour examen. Ces notifications avaient été distribuées dans la série G/LIC/N/1/-.

1.2 S'agissant de l'état actuel des notifications, la Présidente a informé le Comité que depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, seuls 74 Membres avaient présenté des notifications au titre des deux dispositions susmentionnées, et elle a prié les Membres qui n'avaient pas encore communiqué de renseignements sur les lois, règlements et publications concernant les licences d'importation de présenter leurs notifications sans plus tarder.

1.3 Le Comité a pris note des notifications et de la déclaration faite par la Présidente.

ii) Notifications au titre de l'article 7:3 (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)

1.4 La Présidente a informé le Comité que, depuis la réunion précédente, les 14 Membres ci-après avaient fait parvenir au Secrétariat leurs réponses au questionnaire: Chili, Communautés européennes, Inde, Indonésie, Liechtenstein, Macao, Maroc, Norvège, Panama, Pérou, Suisse, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Uruguay. En outre, huit notifications, reçues de la Bolivie; de la Corée; des États-Unis; de Hong Kong, Chine; de l'Islande; de Malte; des Philippines et du Zimbabwe; étaient également soumises au Comité pour examen. Les notifications pertinentes avaient été distribuées dans la série G/LIC/N/3/-. La Présidente a proposé que l'examen de la notification présentée par l'Inde, qui avait à ce jour été distribuée en anglais et en espagnol uniquement, soit reporté à la réunion suivante.

1.5 Pour ce qui était de l'état actuel des notifications, la Présidente a informé le Comité que depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, seuls 71 Membres avaient jusqu'ici présenté des notifications au titre de cette disposition. Sur ce total, onze Membres avaient présenté des notifications en 1995, 22 en 1996, 25 en 1997, 26 en 1998, et, à ce jour, seulement sept en 1999. Rappelant que, conformément à l'article 7:3 de l'Accord et aux procédures convenues par le Comité, tous les Membres étaient tenus de présenter des réponses au questionnaire chaque année, pour le 30 septembre au plus tard et notant que les notifications de nombreux Membres étaient en retard, la Présidente a prié les Membres qui n'avaient pas encore satisfait à l'obligation de présenter leur notification, de le faire sans plus tarder. Elle a également rappelé que même les Membres qui n'avaient apporté aucune modification à leurs procédures de licences d'importation depuis leur précédente notification étaient tenus de notifier ce fait au Comité.

1.6 Le représentant des États-Unis a souhaité se réserver le droit de poser des questions, si nécessaire, sur la notification de l'Inde.

1.7 Le Comité a pris note des notifications et de la déclaration faite par la Présidente. Il est convenu de reporter l'examen de la notification de l'Inde à sa réunion suivante.

iii) Notifications au titre de l'article 5 (établissement de procédures de licences d'importation ou modifications de ces procédures)

1.8 Le Comité a pris note des notifications présentées depuis la réunion précédente par l'Argentine, l'Inde, le Mexique et Singapour, et distribuées dans la série G/LIC/N/2/-.

2. Autres questions

i) Procédures de licences d'importation du Brésil

2.1 La représentante des Communautés européennes a demandé des éclaircissements sur le régime de licences d'importation brésilien, en particulier en ce qui concernait le "Comunicado 23" du 24 août 1998. Ce communiqué modifiait le "Comunicado 37/17" dans la mesure où la liste des produits soumis à des licences d'importation non automatiques ne figurait plus dans son Annexe II, mais figurait, sous forme codée, dans la "Tabela Administrativa" du SISCOMEX. Cette "Tabela Administrativa" était un barème du système informatique brésilien servant à gérer les opérations d'importation/d'exportation. L'accès au SISCOMEX était réservé aux utilisateurs agréés et dûment enregistrés, des courtiers en douane brésiliens pour la plupart. Dans la pratique, cela signifiait que les exportateurs des CE n'étaient informés de l'obligation d'obtenir une licence d'importation que lorsqu'eux-mêmes, ou leurs agents au Brésil, se connectaient au SISCOMEX afin d'engager une procédure d'importation/d'exportation. Comme ce système ne permettait pas de connaître *a priori*

l'existence de l'obligation d'obtenir une licence, il n'était pas certain que l'on puisse le considérer comme une publication au sens de l'article 1:4 a) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, ni comme compatible avec l'article X:1 du GATT de 1994. Ce système n'avait pas encore été notifié à l'OMC. En outre, il y avait des demandes de licences qui restaient indéfiniment en suspens. Au moins dans tous les cas où des prix minimaux étaient appliqués, les autorités brésiliennes ne refusaient pas explicitement de délivrer une licence, mais laissaient la demande indéfiniment en suspens. La licence était donc refusée *de facto*, sans que le requérant puisse faire appel d'une décision officielle ou soit informé d'une raison officielle justifiant ce refus. À cet égard, le régime brésilien semblait enfreindre l'article 3:5 e) de l'Accord. Les autorités des Communautés étaient également préoccupées par la "Portaria n° 772" du Ministère de la santé et la "Portaria n° 182" du Ministère de l'agriculture. Au cours d'une récente visite d'experts au Brésil, organisée dans le cadre de l'enquête sur la réglementation des obstacles au commerce concernant le sorbitol et la carboxyméthylcellulose (l'affaire CERESTAR), les autorités brésiliennes avaient expliqué que ces arrêtés devaient être considérés comme des documents simplement destinés à expliquer les textes législatifs antérieurs de portée plus générale qui restaient en vigueur. Le lien entre ces mesures et le régime de licences était important du point de vue de l'évaluation de leur compatibilité avec les règles de l'OMC, en particulier avec les Accords sur les procédures de licences d'importation, sur l'agriculture et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Les autorités des Communautés étaient également préoccupées par le fait que ces mesures n'avaient pas encore été notifiées à l'OMC. Les CE avaient un autre motif de préoccupation, à savoir l'imposition de prix minimaux et de modalités de paiement comme condition à la délivrance de licences d'importation non automatiques, ce qui avait été contesté par l'industrie européenne. D'après certains renseignements communiqués récemment par des exportateurs de textiles, il semblait que dans certains cas, des prix minimaux étaient imposés plus tard dans le processus d'importation, à savoir au moment de la déclaration d'importation. Ces réglementations administratives étaient apparemment appliquées dans le cadre général des prescriptions en matière de licences d'importation par le Brésil, mais n'étaient pas publiées. En conséquence, les autorités des Communautés et les importateurs/exportateurs n'étaient pas au courant et il n'y avait donc aucun moyen de faire appel de telles réglementations. L'intervenante a également souhaité souligner qu'à la suite de l'enquête sur la réglementation des obstacles au commerce concernant les produits textiles que les CE avaient menée (l'affaire FEBELTEX), les autorités brésiliennes leur avaient assuré, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères, que plusieurs produits textiles seraient retirés de la liste des produits soumis à des licences d'importation non automatiques avant la fin du mois de mars de l'année en cours (comme cela s'était produit pour certains produits en acier, à la suite de la plainte déposée par Eurofer concernant la réglementation des obstacles au commerce). Les CE n'avaient pas encore reçu la confirmation officielle que ces produits avaient été retirés de la liste. L'intervenante souhaitait également savoir où en étaient les choses dans cette affaire.

2.2 Le représentant de la Suisse a dit que les autorités de son pays avaient envoyé une lettre à la Mission brésilienne pour obtenir des renseignements sur le régime de licences d'importation du Brésil. À l'instar des exportateurs des Communautés, les exportateurs suisses rencontraient des problèmes commerciaux causés par le régime de licences d'importation non automatiques appliqué par le Brésil. L'une des principales difficultés tenait à l'incertitude et au manque de transparence concernant le fonctionnement de ce régime et au fait qu'on ne savait pas quels produits en relevaient. Un autre problème concernait la nécessité de satisfaire aux prescriptions en matière de prix minimaux pour pouvoir exporter vers le Brésil. La délégation de l'intervenant demandait donc au Brésil de renseigner la Suisse sur le fonctionnement détaillé du régime de licences d'importation non automatiques, ainsi que sur les objectifs de la mesure, entre autres, en rapport avec l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La Suisse souhaiterait également que le Brésil réponde aux questions ci-après: le Brésil avait-il notifié le régime au Comité des licences d'importation? Dans l'affirmative, sous quelle cote cette notification avait-elle été distribuée? Pouvait-il indiquer quel était sur le plan interne le fondement juridique de la prescription en matière de prix minimaux? Quelle en était la justification au regard du GATT de 1994? Ces mêmes questions s'appliquaient aux modalités de paiement

apparemment obligatoires. Le Brésil pouvait-il expliquer comment il justifiait le régime de licences d'importation non automatiques en vigueur au regard des articles 1<sup>er</sup>, 3, 5 et 8 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation? Compte tenu du fait que les questions posées par la délégation suisse avaient été communiquées relativement tard à la délégation brésilienne, l'intervenant pouvait comprendre qu'il soit difficile pour le Brésil d'apporter des réponses à la réunion en cours. La délégation suisse souhaitait recevoir les réponses à ces questions par écrit, afin de définir de nouvelles mesures à prendre pour trouver une solution.

2.3 Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation s'associait à la position prise par les CE sur cette question, ainsi qu'aux questions soulevées par les CE et la Suisse.

2.4 Le représentant du Brésil a pris note des préoccupations exprimées par les délégations des CE, de la Suisse et des États-Unis. Il a confirmé avoir reçu par écrit les questions de la Suisse et a dit que les renseignements demandés seraient fournis sous peu. S'agissant des points soulevés par les CE, il croyait savoir que les autorités de son pays répondraient aux questions spécifiques par le biais de la Mission brésilienne à Bruxelles. Le régime de licences non automatiques du Brésil s'était avéré extrêmement utile à des fins douanières, permettant un meilleur contrôle des importations du pays. Cette procédure n'avait pas été utilisée pour empêcher l'entrée de tel ou tel produit au Brésil. Dans les cas de plaintes justifiées visant à accélérer l'entrée de certains produits sur le territoire brésilien, les autorités douanières avaient examiné ces allégations et avaient essayé de résoudre les problèmes spécifiques. En réponse à une demande de la délégation du Mexique, l'intervenant est convenu, par souci de transparence, de communiquer au Comité un exemplaire de ses réponses aux CE et à la Suisse.

ii) Facilitation des échanges

2.5 Le Comité a pris note de la réponse de la Présidente au Président du Conseil du commerce des marchandises, résumant les débats formels et informels du Comité concernant la facilitation des échanges (G/C/W/149, paragraphe 7 et G/LIC/M/8, paragraphe 2).

iii) Date de la prochaine réunion

2.6 La prochaine réunion du Comité aura lieu le 21 octobre 1999.

3. Élection du bureau

3.1 Le Comité a réélu par acclamation Mme Marie Gosset (Côte d'Ivoire) Présidente. Son mandat durera jusqu'à la fin de la première réunion de 2000, conformément à la Règle 12 du Règlement intérieur du Comité (G/L/147).

3.2 Le Comité a élu M. Lars Andersen (Norvège) Vice-Président.

---